

Une réforme menée au pas de charge, sans réelle concertation !

Action & Démocratie dénonce depuis le 24 janvier, date de la remise du Rapport Mathiot à Jean-Michel Blanquer, un délai d'examen et de concertation insuffisant eu égard à l'importance du sujet et aux bouleversements engendrés par les mesures proposées. Réformer à la hussarde sur de telles matières est irresponsable : l'avenir des lycées et la formation des nouvelles générations soulèvent des questions qui exigent des débats sérieux et instruits, évitant amalgames et précipitation.

Action & Démocratie a lu attentivement le Rapport Mathiot. Notre point de vue a été diffusé d'abord aux enseignants car c'est à eux qu'il revenait en priorité de le connaître. Il est désormais accessible à tous depuis notre site internet, où on pourra prendre également connaissance de notre proposition sur le baccalauréat. Nous continuons à y travailler en nous appuyant sur les très nombreuses contributions reçues (près de 9000 réactions). Cet intérêt nous conforte dans la première de toutes nos revendications : que les professeurs soient vraiment consultés sur des sujets qui les concernent au premier chef, et que leur parole soit recueillie avec soin.

Une réforme, certes, mais pour remédier à quoi ?

Action & Démocratie est favorable à toute réforme qui propose des remèdes efficaces à des maux clairement identifiés. Le Rapport Mathiot censé fournir un cadre à la concertation annoncée par Jean-Michel Blanquer fait un diagnostic trop vague et trop inconsistant pour légitimer les mesures qu'il préconise. En quoi la réduction du nombre des épreuves terminales d'un examen serait de nature à en améliorer la valeur certificative ? En quoi l'introduction d'épreuves ponctuelles en cours d'année allégera l'organisation de l'examen ? Le CCF n'est en effet acceptable qu'à la condition de conserver l'anonymat ; ce qui nécessitera une organisation aussi « lourde » mais encore plus chronophage qu'avec des épreuves terminales, et une désorganisation de l'année scolaire préjudiciable à l'étude. Mettre toujours davantage l'accent sur l'examen conduit à en pervertir le sens : de moyen destiné à vérifier que des connaissances sont acquises, on en fait une fin qui suscite le bachotage et entretient les peurs inutilement. C'est pourtant parce que ces connaissances ne sont pas bien acquises qu'on prétend « remuscler » le baccalauréat, sans s'aviser que c'est l'enseignement lui-même qu'il faudrait « remuscler », en rétablissant premièrement les conditions qui le rendent tout simplement possible !

On n'avancera pas tant qu'on n'osera pas dire clairement les choses : le niveau est devenu très bas, effroyablement bas, et les causes de ce qui est un véritable scandale sont parfaitement connues des professeurs de terrain : indiscipline et manque de travail de la part d'élèves à qui on n'ose plus demander de fournir des efforts et que l'institution traite en consommateurs ou en « usagers », tournant elle-même le dos à sa propre fonction éducative ! Prolifération de gadgets inutiles pour masquer cette démission et se donner bonne conscience. Promotion bruyante du vide et de l'innovation pendant que les disciplines, considérées comme un héritage encombrant, perdent progressivement toutes les conditions matérielles qui rendaient possible leur enseignement, à commencer par un volume horaire décent.

Action & Démocratie soutient sans réserve les efforts par lesquels on cherche de vraies solutions aux vraies difficultés. La plupart du temps, ces efforts sont ceux que fournissent quotidiennement les professeurs qui n'ont pas renoncé à instruire leurs élèves, et grâce auxquels l'institution reste encore un peu crédible. La plupart du temps, les réformes prises sans les consulter sérieusement ont pour seul effet, sinon pour objet, de les empêcher de bien faire un travail dont elles ne respectent pas la nature ou qu'elles prétendent redéfinir. Nous craignons qu'il en aille une fois de plus ainsi, avec une réforme du baccalauréat qui est l'alibi politique et médiatique d'une réforme du lycée qui n'ose pas dire son nom, et dont les modalités sont en totale contradiction avec les ambitions : car nul ne peut croire que la détérioration des conditions faites aux enseignements disciplinaires, cœur de la formation des lycéens, puisse conduire à relever un tant soit peu le niveau général des études, alors que c'est le défi qu'il faut relever, et aujourd'hui plus que jamais !